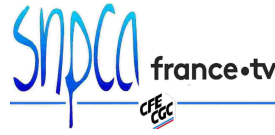




france.tv



Communiqué intersyndical

FRANCE • Ô DOIT VIVRE ET SUR LA TNT !!!

« Il n'y aura pas de suppression de France Ô qui a un programme et une justification pleine et entière ». #MacronOutreMer – 07:59 – 8 avril 2017

Un tweet d'un candidat en campagne pour la Présidentielle 2017.

Un an après, le gouvernement Macron-Philippe annonce, par la voix de sa ministre de la Culture, envisager de fermer la chaîne des Outre-mer et procéder à une consultation à ce sujet !

Que vaut donc la parole du candidat, élu depuis, Président de la République ? La République, qui rassemble des citoyens de l'Hexagone ET des Outre-mer !

La fermeture de France Ô serait d'abord une atteinte au pluralisme et à la démocratie. Tout canal de service public a vocation à informer, cultiver et distraire de façon spécifique l'ensemble des citoyens, sur le territoire de la République.

La fermeture de France Ô, outre le respect d'une parole donnée, porterait atteinte à une mission essentielle de service public : la continuité territoriale : assurer la visibilité dans l'Hexagone de la réalité des Outre-mer.

Enfin, ce serait aussi une faute : un écran noir apposé sur l'existence de ces milliers d'originaires des Outre-mer (et leurs descendances – 1,6 millions de citoyens) installés dans l'Hexagone depuis notamment la grande vague migratoire du Bumidom, dans les années 60.

Sans doute faut-il revoir le cahier des charges et les missions, afin que la chaîne soit en meilleure adéquation avec les préoccupations des populations ultramarines, et plus proche de leurs attentes.

Des citoyens très souvent ignorés par les autres media.

Fermer France Ô, ce serait amputer le Paysage audiovisuel public (PAF) d'une chaîne qui donne à voir, entendre, et découvrir, une part importante de la diversité française. Une chaîne de la TNT qui se décline en radio et sur le web !

La tentative d'opposer les salariés et téléspectateurs des 1ères à ceux de France Ô ne fonctionnera pas. L'argument des vases communicants est d'autant plus faux que

les productions de France Ô alimentent déjà les programmes des chaînes 1ères des Outre-mer. Et réciproquement.

Autre argument évoqué par la tutelle : l'audience qu'elle juge faible. Or l'audience, si elle a son importance, ne doit pas être la 1^{ère} préoccupation d'un service public. Celui-ci doit justement remplir des missions que ne peut assurer le privé qui, lui, ne vit que des budgets publicitaires, tributaires de l'audience.

Quel sort faudrait-il réserver à France-Culture, France-Musique et à Franceinfo: à l'aune de la seule audience ?

Tout n'est pas parfait dans le fonctionnement de France Ô. Les salariés ne contestent pas que des améliorations peuvent être apportées au fonctionnement de la chaîne (notamment en étant plus présent sur les événements organisés par les communautés ultramarines de l'hexagone !) mais ils rappellent que son budget est d'à peine 25 millions d'euros, soit tout juste 0,86 % du budget total de France Télévisions. Pourtant, France Ô c'est 24h/24 et 7j/7 de programmes, de documentaires, d'information, de divertissement, et une centaine de salariés dont l'avenir est à présent menacé...

France Ô, qui permet enfin à France Télévisions de diffuser, toujours en direct, de multiples épreuves sportives comme lors des Jeux Olympiques, ou lors de nombreux championnats mondiaux ainsi que le sport féminin ou les jeux paralympiques.

France Ô est et doit rester cet espace de liberté et de création au sein de France Télévisions !

Au sein du groupe public, France Ô est :

- 1^{er} diffuseur de programmes musicaux*
- 1^{er} diffuseur de fictions françaises et européennes*
- 2^{ième} diffuseur de spectacles vivants*
- 2^{ième} créateur et diffuseur de documentaires*

*Sources France Télévisions

C'est pour toutes ces raisons et pour la passion des Outre-mer ici et là-bas, que nous, organisations syndicales réunies en intersyndicale, élus, portons la parole des salariés de l'établissement de Malakoff, nous demandons à être entendus par la mission de concertation, nous interpellons les responsables politiques. Nous appelons ainsi les téléspectateurs-citoyens à se mobiliser pour sauver France Ô, la chaîne publique des Outre-mer au sein de FTV, et la maintenir sur la TNT nationale.

Paris, le 18 juin 2018